



## L'APPROCHE DROITS DE L'ENFANT DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES



### Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lutte contre les discriminations, inclusion, renforcement de la collecte de données, amélioration de la coordination entre les niveaux de pouvoirs, mobilisation du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, etc. : les recommandations adressées à la Belgique dans toutes les catégories d'action lors des précédents cycles de l'EPU sont intimement liées à la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits humains dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.

Bien que des progrès aient été réalisés, notamment par l'adoption de multiples plans d'action, la création de la Commission nationale pour les droits de l'enfant (CNDE) en 2005, ou encore de l'Institut fédéral des droits humains (IFDH) en 2019, plusieurs recommandations demeurent partiellement mises en œuvre. Il faut également pointer des **reculs importants en particulier en ce qui concerne l'approche fondée sur les droits humains**. La coordination interfédérale, ainsi que la récolte et l'utilisation de données désagrégées pour orienter les politiques publiques demeurent des enjeux importants.

### Contexte national

La Belgique dispose de trois plans d'action distincts pour les droits de l'enfant (Flandre, Wallonie, Fédération Wallonie-Bruxelles), **sans plan d'action coordonné au niveau national**. Cette situation maintient une fragmentation des territoires et des champs de compétences, au détriment d'une planification cohérente des actions. Elle laisse par ailleurs plusieurs « champs » ou territoires sans planification, notamment en Région de Bruxelles-Capitale, qui affiche pourtant un très haut taux de pauvreté infantile entraînant de nombreuses conséquences sur les droits de l'enfant. Cette fragmentation complique ainsi la mise en œuvre cohérente de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) sur l'ensemble du territoire.

La Commission nationale pour les droits de l'enfant (CNDE), créée pour favoriser la coordination entre les entités fédérées et l'État fédéral, fonctionne avec des **ressources humaines et financières très limitées**, insuffisantes au regard de l'ampleur de son mandat.

Le **manque de données nationales et désagrégées** concernant les enfants de 0 à 18 ans dans des domaines clés tels que la justice, la migration, la pauvreté, la santé mentale, le handicap ou la violence contribue à invisibiliser certaines réalités vécues par les enfants.

Enfin, **la participation des enfants aux processus décisionnels reste inégale et peu structurée**, en particulier pour les enfants en situation de vulnérabilité.

### Défis et impacts

L'absence d'une approche fondée sur les droits humains en général - et de l'enfant en particulier -, appliquée de manière systématique dans l'élaboration des politiques publiques entraîne :

- des mesures insuffisamment adaptées aux besoins réels des enfants, notamment les plus vulnérables ;
- des ruptures de parcours pour les enfants et leurs familles en raison du manque de coordination entre secteurs et niveaux de pouvoir ;



## L'APPROCHE DROITS DE L'ENFANT DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES



- une difficulté à identifier, prévenir et corriger les impacts négatifs des politiques sur les droits de l'enfant ;
- une participation limitée des enfants, ce qui affaiblit la légitimité et l'efficacité des politiques qui les concernent.

### RECOMMANDATIONS

- Renforcer l'intégration des droits humains dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques en utilisant systématiquement des outils tels que le *Child Rights Impact Assessment*, le *Handstreaming* et d'autres évaluations d'impact sur les droits humains, afin de prioriser les mesures, d'identifier les risques pour les populations vulnérables, de consulter les parties prenantes et de suivre l'impact des politiques sur le respect effectif des droits de tous.
- Renforcer la coordination entre les niveaux de pouvoir et les secteurs concernés, afin d'assurer des parcours cohérents, continus et accessibles pour les enfants et leurs familles.
- Renforcer la collecte, l'analyse et l'utilisation de données ventilées, notamment par âge, genre, type de handicap, situation socio-économique, etc. dans tous les secteurs concernés par l'enfance et la jeunesse, afin d'orienter les politiques publiques, d'en évaluer l'impact et de rendre visibles les situations de vulnérabilité.
- Garantir la participation effective de tous les enfants, y compris les plus vulnérables, en mettant en place des mécanismes et outils permanents, accessibles et adaptés d'information, de communication et de consultation, leur permettant d'être entendus dans toutes les décisions les concernant.

#### Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale  
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis  
severine.acerbis@ncrk-cn.de.be



Contact : Marie D'Haese  
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic  
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël  
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits  
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.